

Trois petits pays venus soutenir Tunis

Tunisie Les trois dirigeants du Benelux veulent encourager la mue démocratique tunisienne.

Reportage Vincent Braun
Envoyé spécial à Tunis

C'est en toute décontraction que les Premiers ministres du Benelux sont venus soutenir la fragile mais vitale mue démocratique de la Tunisie, lors d'une première mission commune à l'étranger. La Tunisie, choisie tant pour ses enjeux politiques et économiques que pour son défi sécuritaire régional et vis-à-vis de l'Europe, est un "exemple" à suivre pour les pays arabes, a dit Xavier Bettel, le Premier ministre luxembourgeois, sous les ors du Palais présidentiel de Carthage, non loin de la capitale Tunis. La Tunisie, qui s'est engagée non sans mal dans un "processus inédit" au lendemain de son "printemps" en janvier 2011, "a besoin d'un soutien, sans en abuser", a estimé le président tunisien Beji Caïd Essebsi.

L'objectif de cette mission consiste à identifier les champs de coopération et développer les partenariats déjà amorcés ces dernières années afin de créer une "stabilité" profitable au redressement économique d'un pays d'où les touristes ont littéralement déserté après les attaques terroristes de 2015.

A titre d'exemples, les pays du Benelux assistent déjà la Tunisie dans des domaines aussi variés que les renseignements et la formation des forces de sécurité (s'agissant de la Belgique), la formation professionnelle (des jeunes en particulier) et la micro-finance (le Grand-duché de Luxembourg), la lutte contre la corruption et le radicalisme, ont souligné à tour de rôle le Belge Charles Michel, le Néerlandais Mark Rutte et le Luxembourgeois Xavier Bettel.

Deuxième partenaire belge

La Tunisie est ainsi devenue le deuxième partenaire de la Belgique dans le domaine de la défense, après le Congo. "Nous avons multiplié par quatre les efforts de partenariat avec la Tunisie durant ces dernières années", a souligné Charles Michel, après un entre-

tien collectif à la Kasba, le siège du "Premier ministre", comme on dit à Tunis.

Et d'autres coopérations s'annoncent. Le

nouveau Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, a indiqué avoir proposé au trio d'établir une "infrastructure officielle pour la coopération dans le domaine numérique" entre son pays et le Benelux. Avec à la clé des emplois pour les Tunisiens amenés à travailler sur des projets numériques identifiés par cette structure.

Le redressement économique du pays est la priorité du gouvernement tunisien, outre l'obsessionnel défi sécuritaire. Les deux vont bien sûr de pair car, comme le souligne Charles Michel, "la stabilité et la sécurité créent les conditions favorables pour les investisseurs et des perspectives de croissance économique". Et si l'économie marche bien, ajoute M. Bettel, "il y a de l'espoir et du travail et c'est le meilleur rempart contre le radicalisme et le terrorisme". Pour ce dernier, il importe d'aider la Tunisie à "garder cet enthousiasme, cet espoir que des millions de jeunes ont placé dans le changement démocratique, l'espoir de pouvoir s'exprimer, de pouvoir voter et d'avoir la chance de réussir".

Un autre coup de pouce consiste à alléger la dette tunisienne. La Belgique s'est engagée il y a plusieurs années à convertir 11,5% du montant de cette dette, soit environ 3 millions d'euros, mais n'avait jamais formalisé cette promesse. C'est désormais chose faite:

Charles Michel a remis la lettre d'intention au Premier ministre Chahed. Ce montant sera investi dans divers projets d'infrastructure dont le pays a besoin. Le domaine numérique constitue une piste. Par exemple, les frais d'itinérance (roaming) pour les communications sont prohibitifs en Tunisie, constate M. Michel, et "c'est un frein pour les investisseurs, pour le développement économique et la promotion des droits fondamentaux".

La Tunisie est devenue le deuxième partenaire de la Belgique dans le domaine de la défense, après le Congo.